

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système des comptes macroéconomiques qui permet de mieux saisir la situation économique de la population d'un territoire. Il représente le revenu à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire. Pour obtenir le revenu disponible par habitant, on additionne d'abord tous les revenus des résidents d'un territoire donné. On soustrait ensuite les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées. Enfin, on divise par la population totale du territoire.

Les principales composantes du revenu des particuliers sont, en ordre d'importance, la rémunération des salariés, les transferts des administrations publiques (prestations de la Sécurité de la vieillesse, d'aide sociale, d'assurance-emploi, etc.), le revenu mixte net, le revenu net de la propriété et les transferts des sociétés financières (prestations de retraite versées par les régimes à prestations et à cotisations déterminées). Il importe de mentionner que les transferts sociaux en nature, soit les biens et services fournis gratuitement ou à faible coût aux citoyens par les administrations publiques, tels que les soins médicaux, ne sont pas considérés dans le revenu disponible. Faute de données disponibles, les estimations sur le revenu disponible par habitant ne tiennent pas compte aussi des différences du coût de la vie entre les territoires, lesquelles sont déterminées par la comparaison du niveau des prix d'un panier de biens et services analogues jugés représentatifs des habitudes de consommation des ménages.

Hausse du revenu disponible au Québec en 2017

Selon les plus récentes estimations annuelles de Statistique Canada, le revenu disponible par habitant progresse au Québec, en dollars courants, de 3,6 % entre 2016 et 2017. En même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages augmente de 1 %. Le revenu disponible par habitant progresse donc, en termes réels, de 2,7 % en 2017, ce qui est presque le double de la croissance enregistrée en 2016. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis celle de 2008.

La croissance du revenu disponible au Québec en 2017 provient essentiellement de l'augmentation de la rémunération des salariés ainsi que du revenu net de la propriété et du revenu net des entreprises individuelles. La progression plus élevée de ces composantes, combinée à une hausse des prix qui demeure plutôt faible, contribue à améliorer le pouvoir d'achat au Québec en 2017.

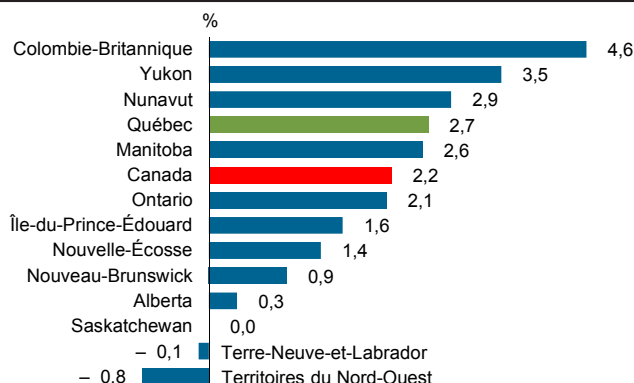
Au Canada, le revenu disponible par habitant croît (+ 2,2 %), en termes réels, plus faiblement qu'au Québec, en raison d'une augmentation moindre de la rémunération des salariés et d'une

croissance plus importante des impôts directs ainsi que de l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages. Parmi les provinces et les territoires, seuls la Colombie-Britannique (+ 4,6 %), le Yukon (+ 3,5 %) et le Nunavut (+ 2,9 %) connaissent une croissance réelle supérieure à celle observée au Québec.

En dépit d'une augmentation plus forte, le revenu disponible par habitant du Québec demeure plus faible que celui du Canada; il est de 28 785 \$ dans la province contre 32 300 \$ dans l'ensemble du pays. Les autres provinces qui présentent un revenu disponible par habitant en dessous de la moyenne canadienne sont le Manitoba ainsi que les quatre provinces de l'Atlantique.

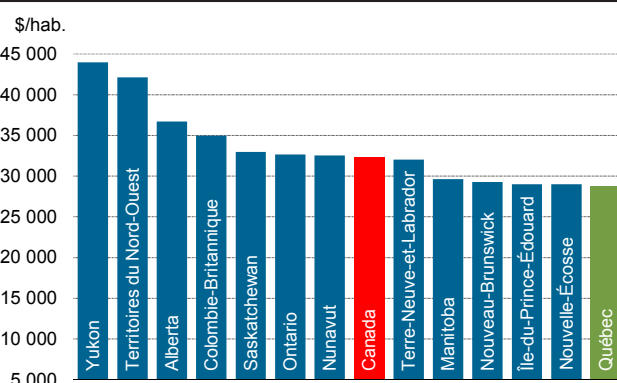
Pour une deuxième année consécutive, c'est le Yukon qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays, celui-ci atteignant 43 959 \$. Viennent ensuite les Territoires du Nord-Ouest (42 104 \$) et l'Alberta (36 705 \$). Pour sa part, l'Ontario (32 645 \$) se situe tout juste au-dessus de la moyenne canadienne pour une deuxième année de suite.

Figure 1
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2016-2017



Sources : Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 2
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2017



Sources : Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'écart se rétrécit entre le Québec et le reste du Canada

Bien qu'encore importante, la différence en matière de revenu disponible par habitant entre le Québec et le reste du Canada s'estompe entre 2015 et 2017, passant de 5 578 \$ à moins de 4 600 \$. L'écart s'est réduit au cours de cette période en raison d'une augmentation plus prononcée de la rémunération des salariés au Québec, principale composante du revenu disponible.

L'écart du Québec par rapport au reste du Canada s'explique principalement par la faiblesse du revenu primaire, soit celui que tirent les particuliers de leur contribution à l'activité économique. La majeure partie du revenu primaire est constituée de la rémunération des salariés, qui comprend les salaires et traitements ainsi que les cotisations sociales à la charge des employeurs. Au Québec, en 2017, la rémunération des salariés est inférieure de 2 827 \$ par habitant à celle du reste du Canada. Cet écart peut être attribuable au fait que les Québécois, comparativement au reste des Canadiens, travaillent moins d'heures en moyenne et sont proportionnellement moins nombreux à travailler. Le salaire horaire moyen des employés québécois demeure également inférieur à celui des employés du reste du pays, malgré une augmentation plus rapide enregistrée dans la province entre 2015 et 2017.

Les résidents du Québec ont aussi un revenu disponible plus faible que le reste des Canadiens en raison du fait qu'ils cotisent davantage à des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées. Selon les normes internationales en matière de comptabilité macro-économique, les cotisations versées par les employés aux régimes à prestations et à cotisations déterminées doivent être soustraites du revenu, puisque l'adhésion à ces régimes de retraite est généralement obligatoire lorsqu'ils sont offerts par l'employeur. Elles viennent donc réduire le revenu dont disposent les particuliers pour consommer ou pour épargner volontairement. Les cotisations payées au titre de ces régimes de retraite sont considérées, dans les comptes éco-

nomiques, comme des transferts courants versés par les particuliers aux sociétés financières. En 2017, ces transferts s'élèvent à 4 742 \$ par habitant au Québec, comparativement à 3 780 \$ dans le reste du Canada.

Sans l'intervention des différents ordres de gouvernement sous forme de transferts courants aux ménages (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, rentes de retraite, crédits d'impôt remboursables, etc.), la différence de revenu entre le Québec et le reste du Canada serait encore plus grande. En 2017, les Québécois ont reçu, en moyenne, 1 035 \$ de plus en transferts gouvernementaux que les autres Canadiens. Étant donné que sa population est plus âgée, le Québec reçoit, en moyenne, davantage en prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti que le reste du Canada. Les transferts gouvernementaux par habitant sont également plus élevés au Québec que dans le reste du pays, en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles offertes par l'administration publique québécoise.

En contrepartie, les Québécois consacrent une plus grande part de leur revenu à l'impôt, aux cotisations sociales et aux autres transferts versés aux administrations publiques que les autres Canadiens. Toutefois, les transferts nets des administrations publiques, c'est-à-dire les transferts payés par les particuliers (impôts, cotisations sociales) moins les transferts reçus des différents ordres de gouvernement (prestations sociales, crédits d'impôt remboursables), occupent une proportion moindre dans le revenu disponible du Québec que dans celui du reste du Canada. En 2017, les transferts nets des administrations publiques représentent 10,9 % du revenu disponible au Québec contre 13,3 % dans le reste du pays.

Tableau 1

Comparaison du revenu disponible et ses composantes par habitant, en dollars courants, Québec et le reste du Canada, 2017

	Québec	Reste du Canada	Écart du Québec
	\$ / hab.		
Rémunération des salariés	27 056	29 883	- 2 827
Revenu mixte net	3 795	5 562	- 1 767
Revenu agricole net	94	173	- 79
Revenu non agricole net	1 842	2 140	- 298
Revenu de location	1 858	3 249	- 1 391
Revenu net de la propriété	3 664	3 902	- 238
Égal :			
Revenu primaire	34 514	39 347	- 4 833
Plus :			
Transferts reçus	9 409	8 503	906
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	111	127	- 16
Des sociétés financières	2 645	2 757	- 112
Des administrations publiques	6 584	5 549	1 035
Des non-résidents	69	69	0
Moins :			
Transferts payés	15 139	14 517	622
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	511	586	- 75
Aux sociétés financières	4 742	3 780	962
Aux administrations publiques	9 722	9 988	- 266
Impôts directs des particuliers	6 397	7 045	- 648
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 794	2 646	148
Autres transferts courants aux administrations publiques	531	297	234
Aux non-résidents	163	163	0
Égal :			
Revenu disponible	28 785	33 333	- 4 548

Sources : Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

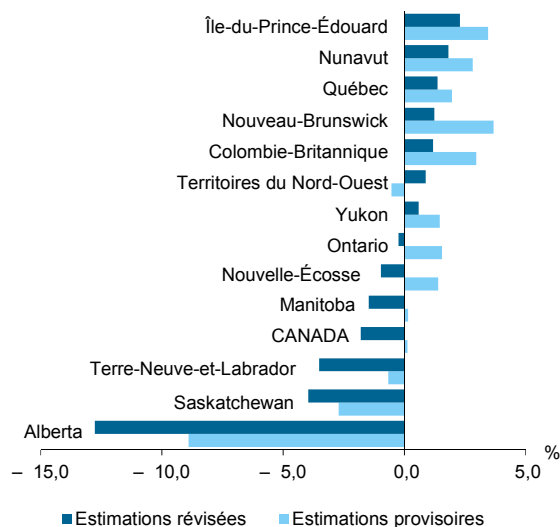
Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations sur le revenu disponible par habitant sont révisées régulièrement afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Tant le numérateur (revenu disponible) que le dénominateur (estimation de la population totale) sont sujets à des révisions. Généralement, les révisions des estimations¹ apportées chaque année touchent les trois à quatre années les plus récentes. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par exemple, pour la Nouvelle-Écosse, les estimations révisées indiquent une baisse réelle de 1,0 % du revenu disponible par habitant en 2016, tandis que les estimations provisoires pointaient plutôt vers une hausse de 1,4 %. Au Québec, le taux de croissance réelle du revenu disponible pour l'année 2016 a été révisé à la baisse de 0,6 point de pourcentage, passant de 2,0 % (données provisoires) à 1,4 % (données révisées).

L'ensemble des régions administratives québécoises ont également vu leur taux de croissance du revenu disponible, exprimé en dollars courants, être révisé en 2016, à l'exception de l'Outaouais, de la Côte-Nord et de l'Estrie, où il est demeuré inchangé. Les révisions les plus marquées ont été enregistrées à Montréal et dans les Laurentides. Dans ces deux régions, le taux de croissance a été révisé à la baisse de 1,1 point de pourcentage.

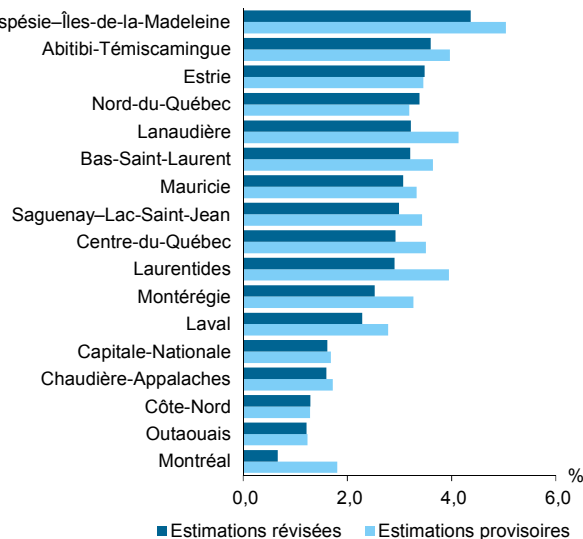
Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des provinces et des territoires qu'à l'échelle des régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC). Il importe de préciser que c'est l'Institut de la statistique du Québec qui produit les estimations infraprovinciales du revenu disponible, alors que Statistique Canada, de son côté, est responsable des estimations provinciales, territoriales et nationales. Ces deux organismes statistiques s'appuient sur les normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique pour produire leurs estimations.

Figure 3
Taux de croissance selon les estimations révisées et provisoires, du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2015-2016



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 4
Taux de croissance selon les estimations révisées et provisoires du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2015-2016



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

1. À l'occasion, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique. D'ailleurs, lors de la prochaine révision historique, prévue en novembre 2019, la méthode d'estimation des transferts des sociétés financières aux particuliers sera vraisemblablement améliorée. Les estimations de cette composante du revenu disponible ne sont donc pas définitives.

Quant aux estimations de la population, elles ont récemment fait l'objet d'une révision majeure de la part de Statistique Canada pour les années postérieures à 2011. Les nouvelles estimations corrigent à la baisse la population québécoise. Par exemple, en 2016, la population du Québec compte 96 000 habitants de moins que l'estimation établie précédemment pour la même année. La révision à la baisse de la population a eu pour effet de faire augmenter le revenu disponible par habitant du Québec pour les années postérieures à 2011. Pour plus d'information sur la révision des estimations de la population, consultez le numéro 69 du *Coup d'œil sociodémographique*.

Augmentation du revenu disponible dans l'ensemble des régions administratives en 2017

Selon les données provisoires, la croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants², a été plus rapide en 2017 qu'en 2016 dans l'ensemble des régions administratives. Pour une deuxième année consécutive, c'est la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui enregistre la plus forte augmentation, soit une hausse de 5,8 %, qui suit celle de 4,4 % enregistrée un an plus tôt. L'enrichissement des résidents de cette région maritime en 2017 s'explique essentiellement par la hausse marquée du revenu net des entreprises individuelles et de la rémunération des salariés. Avec un revenu disponible par habitant de 26 832 \$, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se hisse au 13^e rang des régions administratives. Il s'agit de son meilleur classement depuis que l'on compile des données régionales sur le revenu disponible.

Outre la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 13 régions connaissent une croissance supérieure à celle observée dans l'ensemble de la province (+ 3,6 %). Parmi celles-ci, l'Abitibi-Témiscamingue se distingue avec une augmentation du revenu disponible par habitant de près de 5,0 %. Les investissements aurifères et la production minérale dans la région augmentent fortement en 2017, ce qui contribue à rehausser la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible.

À l'opposé, la région de Montréal est celle qui enregistre la plus faible hausse du revenu disponible par habitant (+ 2,8 %) en 2017. Il augmente moins parce que sa population totale, qui apparaît au dénominateur du revenu disponible par habitant, s'accroît plus fortement que celle des autres régions du Québec. Selon les estimations provisoires, la population totale augmente de 1,4 %³ à Montréal en 2017, comparativement à 0,9 % dans l'ensemble du Québec. En ce qui a trait au revenu disponible, le numérateur, on constate qu'à Montréal il progresse (+ 4,3 %) à un rythme proche de celui de la province (+ 4,5 %). Notons d'ailleurs que plusieurs régions affichent une crois-

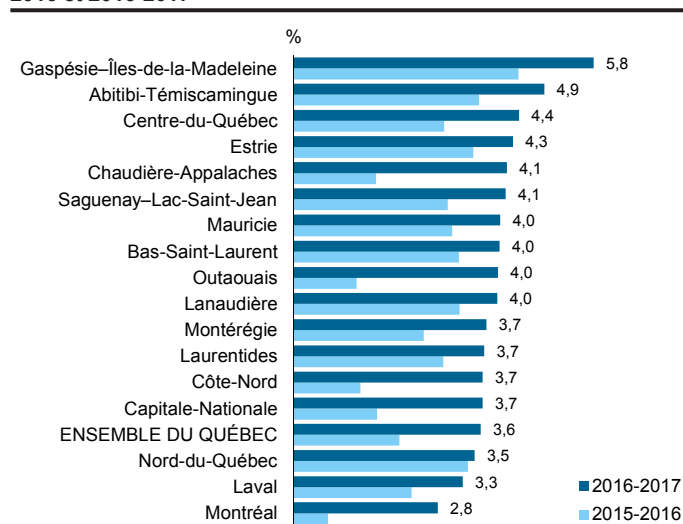
sance du revenu disponible inférieure à celle de Montréal, dont la Côte-Nord (+ 2,7 %) et le Bas-Saint-Laurent (+ 3,9 %). Toutefois, lorsqu'il est rapporté à la population totale, le revenu disponible de ces régions augmente plus fortement que celui de la métropole.

Pour une deuxième année consécutive, c'est la Capitale-Nationale (29 929 \$) qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé parmi les régions administratives. Elle est immédiatement suivie par la Montérégie (29 741 \$), Montréal (29 612 \$) et l'Abitibi-Témiscamingue (29 514 \$). Les niveaux de revenu élevés dans la Capitale-Nationale et en Montérégie sont attribuables à des taux d'emploi et à une rémunération des salariés parmi les plus élevés du Québec. Pour sa part, la région montréalaise continue de se caractériser par des revenus nets de la propriété particulièrement importants, lesquels sont constitués, entre autres, de revenus de placement. Quant à l'Abitibi-Témiscamingue, le poids du secteur minier dans son économie et les salaires élevés versés par cette industrie contribuent certainement à élever le revenu disponible par habitant de la région. En 2017, le salaire annuel moyen d'un emploi minier en Abitibi-Témiscamingue est de 108 293 \$ (Madore, 2019).

En revanche, les régions du Nord-du-Québec, de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent continuent de fermer la marche, avec des revenus disponibles inférieurs à 26 400 \$ par habitant. Dans ces deux dernières régions, le niveau de revenu plus faible s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province. Quant au Nord-du-Québec, la proportion de personnes en âge de travailler est nettement plus faible que dans le reste du Québec, ce qui a évidemment une incidence sur le niveau de revenu, puisque ce sont surtout les personnes de 15-64 ans qui gagnent des revenus de travail, principale source de revenu des particuliers. En 2017, plus du quart de la population de cette région nordique avait moins de 15 ans.

Figure 5

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2015-2016 et 2016-2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Tableau 2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2017

Rang	Région administrative	\$/hab.
1	Capitale-Nationale	29 929
2	Montérégie	29 741
3	Montréal	29 612
4	Abitibi-Témiscamingue	29 514
5	Laurentides	29 472
6	Côte-Nord	28 480
7	Laval	28 277
8	Chaudière-Appalaches	28 025
9	Lanaudière	27 910
10	Estrie	27 507
11	Outaouais	27 318
12	Saguenay-Lac-Saint-Jean	27 085
13	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	26 832
14	Centre-du-Québec	26 514
15	Bas-Saint-Laurent	26 339
16	Mauricie	26 243
17	Nord-du-Québec	26 053

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

- Étant donné qu'il n'existe pas d'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de calculer un taux de croissance du revenu disponible en termes réels pour les régions administratives et les MRC.
- Le taux de croissance annuel de la population obtenu pour cette région à partir des données provisoires de Statistique Canada doit être interprété avec grande prudence. Pour en savoir davantage, consulter l'encadré des pages 2 et 3 du numéro 69 du [Coup d'œil sociodémographique](#).

Transferts gouvernementaux

Les différents ordres de gouvernement ont versé 54,6 milliards de dollars en transferts courants aux Québécois en 2017, ce qui représente 1,8 milliard de plus que l'année précédente (+ 3,3 %). La hausse des transferts gouvernementaux s'explique d'abord par l'Allocation canadienne pour enfants⁴ (ACE), qui s'avère globalement plus généreuse que les deux mesures qu'elle remplace, soit la prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE). Elle s'explique aussi par l'augmentation importante des prestations du Régime des rentes du Québec (RRQ), de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SRG) due au vieillissement de la population.

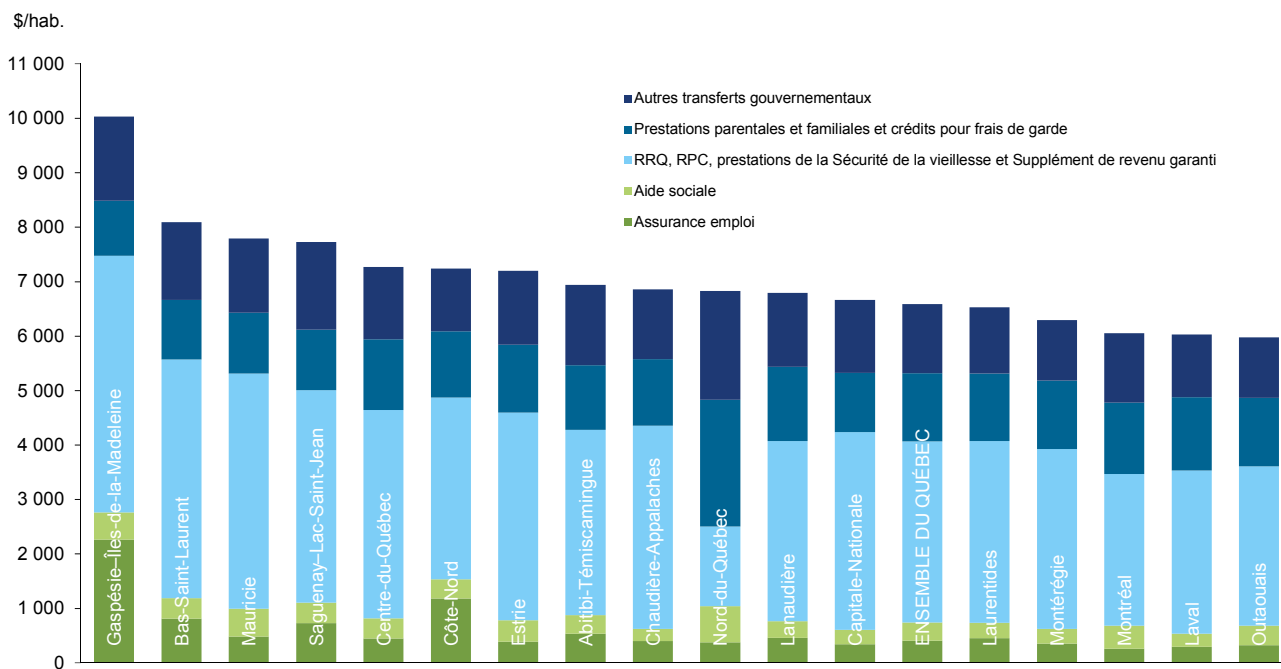
Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 6 584 \$ au Québec. Ils constituent la seconde source de revenus en importance pour les particuliers, la première étant la rémunération des salariés. Les principaux transferts versés aux particuliers sont les prestations du RRQ, du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 698 \$/hab.), de la Sécurité de la vieillesse et du SRG (1 624 \$/hab.). Ces prestations gouvernementales de retraite représentent un peu plus de la moitié de tous les transferts versés par les administrations publiques aux particuliers. Parmi les autres grandes composantes des transferts gouvernementaux, on trouve les prestations parentales et familiales, incluant les crédits d'impôt pour frais de garde, ainsi que les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale.

Il n'est donc pas étonnant de constater que ce sont les régions avec une forte proportion de personnes âgées de 65 ans et plus qui reçoivent le plus en transferts courants des différents ordres de gouvernement. C'est le cas de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (10 029 \$), du Bas-Saint-Laurent (8 092 \$), de la Mauricie (7 793 \$) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (7 728 \$). Dans ces quatre régions, plus d'un résident sur cinq est âgé de 65 ans et plus.

À l'opposé, ayant des populations relativement jeunes, l'Outaouais (5 977 \$), Laval (6 029 \$) et Montréal (6 051 \$) sont les régions qui reçoivent le moins, par habitant, en transferts gouvernementaux. Globalement, ces trois régions reçoivent moins en prestations du RRQ, du RPC, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG que la moyenne québécoise. En contrepartie, les prestations parentales et familiales demeurent plus élevées dans ces territoires que dans l'ensemble du Québec.

Entre 2016 et 2017, les transferts gouvernementaux ont augmenté dans l'ensemble des régions administratives. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est la région qui connaît la plus forte hausse, les transferts courants en provenance des administrations publiques ayant augmenté de 4,4 % en raison notamment de l'accroissement des prestations du RRQ et du RPC ainsi que des transferts divers en provenance de l'administration fédérale. À l'autre bout du spectre, Montréal (+ 1,1 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,5 %) sont les régions où les transferts courants progressent le moins.

Figure 6
Transferts gouvernementaux par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

4. L'ACE a été mise en place le 1^{er} juillet 2016. Par conséquent, l'année 2017 représente la première année complète de cette allocation fédérale.

Évolution du revenu disponible dans les MRC

Selon les données provisoires de 2017, le revenu disponible par habitant progresse dans l'ensemble des MRC, bien qu'à des degrés divers. Sur les 104 MRC de la province, 69 connaissent une croissance supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec. Avec un bond de 15,5 %, la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine est la MRC qui enregistre l'augmentation la plus prononcée. La hausse marquée des revenus de travail, stimulée notamment par la vigueur du secteur des pêches, a constitué le principal moteur de cette croissance. Grâce à une augmentation vigoureuse, le revenu disponible par habitant de cette communauté insulaire (30 815 \$) dépasse, pour la première fois depuis le début de la série de données, celui du Québec (28 785 \$).

On note également des hausses importantes du revenu disponible par habitant dans les MRC du Golfe-du-Saint-Laurent (+ 8,6 %) et d'Acton (+ 8,1 %). L'augmentation dans Acton est attribuable en grande partie à l'accroissement des revenus nets de la propriété qui font un bond de 38,0 %, tandis que dans le cas du Golfe-du-Saint-Laurent, elle s'explique par la hausse conjuguée du revenu net des entreprises individuelles et du revenu net de la propriété.

Signalons que l'ensemble des MRC de l'Estrie et de l'Abitibi-Témiscamingue montrent une croissance du revenu disponible supérieure à celle de la province en 2017. Les augmentations les plus remarquables en Estrie sont notées dans les MRC de Coaticook (+ 6,2 %) et du Granit (+ 4,8 %), tandis qu'en Abitibi-Témiscamingue, ce sont les territoires d'Abitibi-Ouest (+ 6,4 %) et d'Abitibi (+ 4,9 %) qui se démarquent par leurs fortes progressions.

Le revenu disponible par habitant connaît également une croissance soutenue dans la plupart des MRC de la Chaudière-Appalaches. Des augmentations marquées sont observées dans les territoires de Robert-Cliche (+ 4,6 %) et de La Nouvelle-Beauce (+ 4,5 %). Parmi

les 10 MRC que compte la région, seulement une enregistre un taux de croissance en deçà de celui du Québec, soit Les Appalaches (+ 3,0 %).

En revanche, dans 32 MRC le revenu disponible par habitant croît moins rapidement que celui de la province. C'est le cas, entre autres, de l'Administration régionale Kativik, située dans le Nord-du-Québec, et de L'Île-d'Orléans, dans la Capitale-Nationale, qui connaissent une hausse inférieure à 1 % en 2017.

La MRC de Caniapiscau (39 303 \$), dont la principale municipalité est Fermont, demeure celle qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé au Québec. Elle est suivie par Les Pays-d'en-Haut (35 289 \$) dans les Laurentides, et La Jacques-Cartier (33 163 \$), située dans la Capitale-Nationale. Comme l'illustre la figure 7, les MRC affichant les revenus les plus élevés se concentrent, encore une fois, dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal ainsi que dans les régions dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, comme la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue.

À l'inverse, la plupart des MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, du sud-est de l'Estrie ainsi que celles situées au nord des régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, de la Mauricie et du Nord-du-Québec font moins bonne figure et continuent d'être à la traîne.

Tout comme en 2016, c'est le territoire de l'Administration régionale Kativik (20 650 \$) qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible. Dans ce territoire inuit, le poids démographique de la population en âge de travailler, soit les personnes âgées de 15 à 64 ans, est nettement plus faible que dans l'ensemble du Québec. En 2017, un peu moins du tiers de la population avait moins de 15 ans. Les jeunes de ce groupe d'âge sont évidemment moins susceptibles d'avoir des revenus.

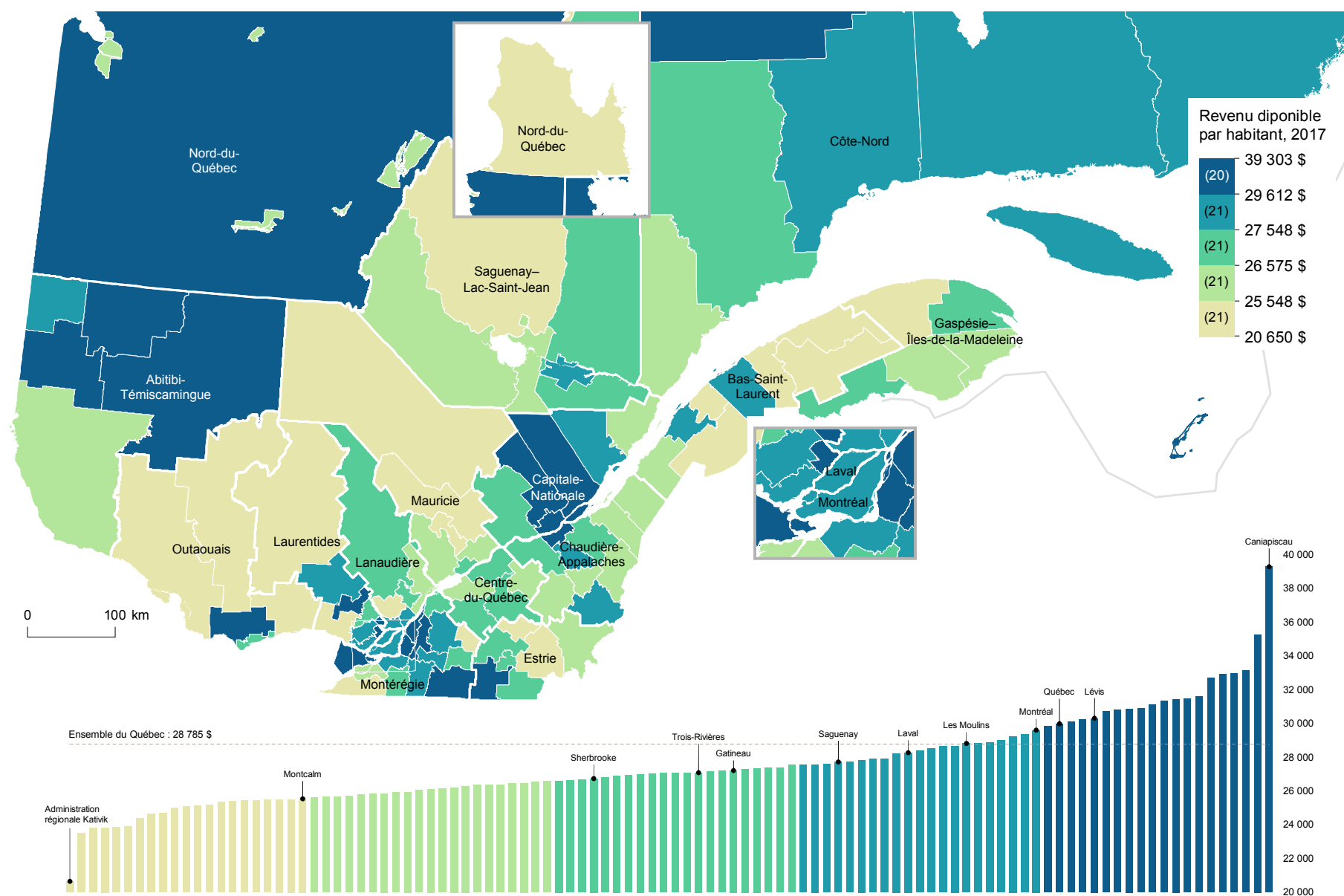
Tableau 3

Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, en dollars courants, 2017

MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.	MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	CNO	39 303	Administration régionale Kativik	NQC	20 650
Les Pays-d'en-Haut	LAUR	35 289	Les Sources	ESTR	23 517
La Jacques-Cartier	CNAT	33 163	La Haute-Gaspésie	GIM	23 797
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	32 968	La Tuque	MAU	23 828
Memphrémagog	ESTR	32 930	La Matapédia	BSL	23 840
Thérèse-De Blainville	LAUR	32 690	Pontiac	OUT	23 879
L'Île-d'Orléans	CNAT	31 589	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	24 374
Jamésie	NQC	31 462	Le Haut-Saint-Laurent	MTRG	24 643
Marguerite-d'Youville	MTRG	31 454	Le Haut-Saint-François	ESTR	24 703
Longueuil	MTRG	31 351	La Mitis	BSL	25 004
La Côte-de-Beaupré	CNAT	31 127	Témiscouata	BSL	25 087
Les Collines-de-l'Outaouais	OUT	30 916	Les Basques	BSL	25 120
La Vallée-de-l'Or	A-T	30 879	La Matanie	BSL	25 174
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	GIM	30 815	Shawinigan	MAU	25 368
Vaudreuil-Soulanges	MTRG	30 741	Argenteuil	LAUR	25 396
Lévis	C-A	30 318	Papineau	OUT	25 438
Brome-Missisquoi	MTRG	30 255	Acton	MTRG	25 446
Rouyn-Noranda	A-T	30 120	Mékinac	MAU	25 497
Québec	CNAT	29 990	Antoine-Labelle	LAUR	25 504
Abitibi	A-T	29 858	Maria-Chapdelaine	SLSJ	25 510
Montréal	MTL	29 612	Montcalm	LND	25 548
Minganie	CNO	29 374	Kamouraska	BSL	25 628
Sept-Rivières	CNO	29 255	L'Érable	CQC	25 660
L'Assomption	LND	28 998	Les Chenaux	MAU	25 678
Mirabel	LND	28 871	La Haute-Côte-Nord	CNO	25 710

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Figure 7
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, MRC du Québec, 2017



Sources :
Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.
Limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Tableau 4

Composantes du revenu disponible par habitant, en dollars courants, ensemble du Québec, 2013-2017

	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p
	\$ / hab.				
Rémunération des salariés	24 532	25 089	25 556	26 068	27 056
Revenu mixte net	3 540	3 514	3 542	3 642	3 795
Revenu agricole net	74	82	85	86	94
Revenu non agricole net	1 786	1 711	1 669	1 735	1 842
Revenu de location	1 679	1 721	1 789	1 821	1 858
Revenu net de la propriété	2 972	3 275	3 550	3 551	3 664
Égal :					
Revenu primaire	31 043	31 878	32 648	33 261	34 514
Plus :					
Transferts courants reçus	8 018	8 282	8 814	9 248	9 409
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	105	106	107	112	111
Des sociétés financières	2 090	2 173	2 399	2 640	2 645
Des administrations publiques	5 761	5 940	6 240	6 427	6 584
Administration fédérale	2 556	2 614	2 831	2 985	3 118
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	292	290	295	483	664
Prestation universelle pour la garde d'enfants	79	78	215	109	—
Prestations d'assurance-emploi	412	425	440	427	404
Prestations de la Sécurité de la vieillesse et SRG	1 384	1 444	1 490	1 560	1 624
Transferts divers et autres	390	378	392	406	425
Administration provinciale	1 745	1 800	1 809	1 787	1 764
Indemnités des accidentés du travail	200	208	204	206	213
Prestations d'assurance parentale	229	233	236	238	233
Soutien aux enfants	272	270	269	269	272
Aide sociale	353	355	354	352	338
Transferts divers	691	734	746	723	708
Administrations autochtones	6	5	5	4	4
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 455	1 521	1 595	1 651	1 698
Des non-résidents	62	64	68	70	69
Moins :					
Transferts courants payés	13 244	13 742	14 244	14 733	15 139
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	374	373	368	375	511
Aux sociétés financières	3 754	3 966	4 183	4 607	4 742
Aux administrations publiques	8 972	9 263	9 535	9 582	9 722
Impôts directs des particuliers	5 856	6 077	6 280	6 276	6 397
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 577	2 654	2 714	2 766	2 794
Autres transferts courants aux administrations publiques	539	533	541	540	531
Aux non-résidents	143	140	158	170	163
Égal :					
Revenu disponible	25 818	26 419	27 217	27 776	28 785

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie.

Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2007-2017

	2007 ^r	2008 ^r	2009 ^r	2010 ^r	2011 ^r	2012 ^r	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p
	\$ / hab.										
Canada	24 695	25 815	26 192	27 178	27 897	28 716	29 703	30 390	31 518	31 248	32 300
Terre-Neuve-et-Labrador	21 422	23 113	24 600	25 674	27 274	29 044	30 401	31 322	32 116	31 557	31 996
Île-du-Prince-Édouard	20 674	21 773	22 803	23 988	24 215	25 144	25 601	26 490	27 258	28 101	28 997
Nouvelle-Écosse	21 321	22 501	23 342	24 424	24 974	25 737	26 809	27 471	28 267	28 265	28 978
Nouveau-Brunswick	21 056	22 377	23 136	24 385	25 079	25 849	26 517	27 197	27 795	28 469	29 261
Québec	21 755	22 881	23 155	23 738	24 401	25 230	25 818	26 419	27 217	27 776	28 785
Ontario	25 160	25 975	26 744	27 793	28 222	28 519	29 410	30 027	31 288	31 632	32 645
Manitoba	21 750	22 938	23 612	24 456	25 195	26 211	27 082	27 499	28 713	28 508	29 603
Saskatchewan	23 400	26 883	26 453	27 595	29 388	30 483	32 302	32 188	33 732	32 550	32 973
Alberta	31 292	32 946	32 134	33 627	35 058	37 361	38 805	40 070	41 382	36 167	36 705
Colombie-Britannique	25 935	26 714	26 836	27 805	28 528	29 283	30 530	31 124	32 250	33 009	34 976
Yukon	32 193	33 431	33 856	36 131	37 418	38 086	38 991	39 987	41 364	42 027	43 959
Territoires du Nord-Ouest	34 723	35 494	35 406	36 941	36 939	37 046	39 379	40 220	41 391	41 949	42 104
Nunavut	22 774	26 997	25 739	27 165	27 872	29 015	29 063	29 802	30 339	31 318	32 515

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie.

Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, MRC¹ et ensemble du Québec, 2016-2017

Code	MRC par région administrative	2016 ^r	2017 ^p	Var.	Code	MRC par région administrative	2016 ^r	2017 ^p	Var.
		\$/hab.		%			\$/hab.		%
Ensemble du Québec					10 Nord-du-Québec				
		27 776	28 785	3,6			25 169	26 053	3,5
01 Bas-Saint-Laurent		25 326	26 339	4,0	991	Jamésie	29 206	31 462	7,7
07 La Matapédia		22 932	23 840	4,0	992	Administration régionale Kativik	20 611	20 650	0,2
08 La Matanie		24 332	25 174	3,5	993	Eeyou Istchee ²	25 410	25 915	2,0
09 La Mitis		24 045	25 004	4,0	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
10 Rimouski-Neigette		26 949	27 908	3,6	01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	26 690	30 815	15,5
11 Les Basques		24 745	25 120	1,5	02	Le Rocher-Percé	25 115	26 446	5,3
12 Rivière-du-Loup		26 549	27 905	5,1	03	La Côte-de-Gaspé	26 473	26 941	1,8
13 Témiscouata		24 034	25 087	4,4	04	La Haute-Gaspésie	22 956	23 797	3,7
14 Kamouraska		24 563	25 628	4,3	05	Bonaventure	25 313	26 345	4,1
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean					06	Avignon	25 089	26 671	6,3
91 Le Domaine-du-Roy		25 326	26 208	3,5	12 Chaudière-Appalaches				
92 Maria-Chapdelaine		24 466	25 510	4,3	17	L'Islet	24 788	25 847	4,3
93 Lac-Saint-Jean-Est		25 500	26 548	4,1	18	Montmagny	25 144	26 129	3,9
941 Saguenay		26 594	27 731	4,3	19	Bellechasse	26 109	27 042	3,6
942 Le Fjord-du-Saguenay		26 122	27 088	3,7	251	Lévis	29 060	30 318	4,3
03 Capitale-Nationale					26	La Nouvelle-Beauce	26 399	27 594	4,5
15 Charlevoix-Est		25 183	25 950	3,0	27	Robert-Cliche	24 913	26 064	4,6
16 Charlevoix		26 611	27 737	4,2	28	Les Etchemins	25 248	26 354	4,4
20 L'Île-d'Orléans		31 340	31 589	0,8	29	Beauce-Sartigan	26 681	27 851	4,4
21 La Côte-de-Beaupré		30 316	31 127	2,7	31	Les Appalaches	25 101	25 860	3,0
22 La Jacques-Cartier		31 200	33 163	6,3	33	Lotbinière	26 013	27 075	4,1
23 Québec		28 977	29 990	3,5	13 Laval				
34 Portneuf		26 286	27 391	4,2			27 377	28 277	3,3
04 Mauricie					14 Lanaudière				
35 Mékinac		24 670	25 497	3,4	52	D'Autray	25 235	26 292	4,2
36 Shawinigan		23 985	25 368	5,8	60	L'Assomption	28 034	28 998	3,4
371 Trois-Rivières		26 197	27 092	3,4	61	Joliette	26 172	27 057	3,4
372 Les Chenaux		24 859	25 678	3,3	62	Matawinie	25 979	27 310	5,1
51 Maskinongé		24 716	25 803	4,4	63	Montcalm	24 351	25 548	4,9
90 La Tuque		22 830	23 828	4,4	64	Les Moulins	27 736	28 826	3,9
05 Estrie					15 Laurentides				
30 Le Granit		25 271	26 482	4,8	72	Deux-Montagnes	26 992	28 236	4,6
40 Les Sources		22 680	23 517	3,7	73	Thérèse-De Blainville	31 506	32 690	3,8
41 Le Haut-Saint-François		23 616	24 703	4,6	74	Mirabel	27 791	28 871	3,9
42 Le Val-Saint-François		26 490	27 548	4,0	75	La Rivière-du-Nord	26 149	27 197	4,0
43 Sherbrooke		25 678	26 744	4,2	76	Argenteuil	24 988	25 396	1,6
44 Coaticook		25 331	26 911	6,2	77	Les Pays-d'en-Haut	34 416	35 289	2,5
45 Memphrémagog		31 716	32 930	3,8	78	Les Laurentides	28 038	28 828	2,8
06 Montréal					79	Antoine-Labelle	24 419	25 504	4,4
		28 805	29 612	2,8	16 Montérégie				
07 Outaouais					46	Brome-Missisquoi	29 448	30 255	2,7
80 Papineau		24 811	25 438	2,5	47	La Haute-Yamaska	26 559	27 368	3,0
81 Gatineau		26 166	27 219	4,0	48	Acton	23 542	25 446	8,1
82 Les Collines-de-l'Outaouais		29 732	30 916	4,0	53	Pierre-De Saurel	26 105	27 173	4,1
83 La Vallée-de-la-Gatineau		23 404	24 374	4,1	54	Les Maskoutains	26 426	27 583	4,4
84 Pontiac		22 924	23 879	4,2	55	Rouville	27 429	28 543	4,1
08 Abitibi-Témiscamingue					56	Le Haut-Richelieu	27 116	28 382	4,7
85 Témiscamingue		25 217	26 146	3,7	57	La Vallée-du-Richelieu	31 640	32 968	4,2
86 Rouyn-Noranda		28 783	30 120	4,6	58	Longueuil	30 214	31 351	3,8
87 Abitibi-Ouest		25 899	27 561	6,4	59	Marguerite-D'Youville	30 186	31 454	4,2
88 Abitibi		28 473	29 858	4,9	67	Roussillon	27 810	28 679	3,1
89 La Vallée-de-l'Or		29 470	30 879	4,8	68	Les Jardins-de-Napierville	26 821	27 355	2,0
09 Côte-Nord					69	Le Haut-Saint-Laurent	23 737	24 643	3,8
95 La Haute-Côte-Nord		25 073	25 710	2,5	70	Beauharnois-Salaberry	25 833	26 575	2,9
96 Manicouagan		26 308	27 006	2,7	71	Vaudreuil-Soulanges	29 664	30 741	3,6
971 Sept-Rivières		28 146	29 255	3,9	17 Centre-du-Québec				
972 Caniapiscau		37 346	39 303	5,2	32	L'Érable	24 946	25 660	2,9
981 Minganie		28 242	29 374	4,0	38	Bécancour	25 900	26 812	3,5
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent		26 376	28 655	8,6	39	Arthabaska	25 619	26 619	3,9
					49	Drummond	25 198	26 603	5,6
					50	Nicolet-Yamaska	25 657	26 385	2,8

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Tableau 7

Revenu disponible par habitant et ses principales composantes, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2017

Région administrative	Revenu disponible			Revenu primaire			Transferts courants reçus			Transferts courants payés		
	2016 ^r	2017 ^p	Var.	2016 ^r	2017 ^p	Var.	2016 ^r	2017 ^p	Var.	2016 ^r	2017 ^p	Var.
	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%
01 Bas-Saint-Laurent	25 326	26 339	4,0	26 025	27 079	4,0	10 861	11 062	1,9	11 561	11 803	2,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	26 014	27 085	4,1	28 292	29 187	3,2	10 809	11 207	3,7	13 087	13 309	1,7
03 Capitale-Nationale	28 869	29 929	3,7	34 727	36 062	3,8	10 385	10 557	1,7	16 243	16 689	2,7
04 Mauricie	25 231	26 243	4,0	25 899	27 169	4,9	11 078	11 235	1,4	11 745	12 161	3,5
05 Estrie	26 383	27 507	4,3	28 886	30 161	4,4	9 963	10 184	2,2	12 466	12 839	3,0
06 Montréal	28 805	29 612	2,8	35 996	37 199	3,3	8 349	8 388	0,5	15 541	15 974	2,8
07 Outaouais	26 275	27 318	4,0	32 709	34 367	5,1	9 041	9 247	2,3	15 475	16 297	5,3
08 Abitibi-Témiscamingue	28 143	29 514	4,9	33 807	35 600	5,3	9 168	9 291	1,3	14 832	15 378	3,7
09 Côte-Nord	27 471	28 480	3,7	32 331	33 511	3,6	9 814	10 021	2,1	14 674	15 053	2,6
10 Nord-du-Québec	25 169	26 053	3,5	26 387	27 216	3,1	7 667	7 877	2,7	8 885	9 040	1,7
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25 354	26 832	5,8	23 725	25 037	5,5	12 234	12 557	2,6	10 604	10 762	1,5
12 Chaudière-Appalaches	26 910	28 025	4,1	31 305	32 573	4,1	9 430	9 642	2,2	13 826	14 190	2,6
13 Laval	27 377	28 277	3,3	34 278	35 324	3,1	8 375	8 452	0,9	15 276	15 500	1,5
14 Lanaudière	26 848	27 910	4,0	31 568	32 638	3,4	9 204	9 474	2,9	13 924	14 203	2,0
15 Laurentides	28 420	29 472	3,7	34 122	35 301	3,5	9 144	9 371	2,5	14 847	15 200	2,4
16 Montérégie	28 667	29 741	3,7	35 379	36 705	3,7	9 015	9 206	2,1	15 727	16 170	2,8
17 Centre-du-Québec	25 402	26 514	4,4	27 583	28 774	4,3	9 369	9 570	2,1	11 550	11 830	2,4
Ensemble du Québec	27 776	28 785	3,6	33 261	34 514	3,8	9 248	9 409	1,7	14 733	15 139	2,8

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Références

BINETTE CHARBONNEAU, Anne, Martine ST-AMOUR, Dominique ANDRÉ et Chantal GIRARD (2019). « La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018 », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 69, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-57. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdoeil-no69.pdf].

MADORE, Louis, (2019). « La production minérale au Québec en 2017 », *Mines en chiffres*, [En ligne], mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-14. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/mines/mines-chiffres-2019.pdf].

Notice bibliographique suggérée

LADOUCEUR, Stéphane (2019). « Revenu disponible », *Bulletin Flash*, [En ligne], mai, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/revenu-menage/revenu-disponible-2019.pdf].

Abréviations et signes conventionnels : \$ En dollars p Donnée provisoire r Donnée révisée Var. Variation hab. Habitant Régions administratives A-T Abitibi-Témiscamingue BSL Bas-Saint-Laurent C-A Chaudière-Appalaches CNAT Capitale-Nationale CNO Côte-Nord CQC Centre-du-Québec ESTR Estrie GIM Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine LAUR Laurentides LND Lanaudière LVL Laval MAU Mauricie MTL Montréal MTRG Montérégie NQC Nord-du-Québec OUT Outaouais SLSJ Saguenay—Lac-Saint-Jean	Cette publication a été réalisée par : Stéphane Ladouceur		Dépôt légal
	Sous la direction de :	Sylvain Carpentier	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
	Avec l'assistance technique de :	Virginie Lachance	2 ^e trimestre 2019
			ISSN 2291-0867 (en ligne)
	Cartographie :	Maxime Keith	© Gouvernement du Québec
	Révision linguistique :	Julie Boudreault	Institut de la statistique du Québec
	Pour plus de renseignements :		Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
	Stéphane Ladouceur		www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm
	Direction des statistiques sectorielles et du développement durable		
	Institut de la statistique du Québec		
200, chemin Sainte-Foy, 3 ^e étage			
Québec (Québec) G1R 5T4			
Téléphone : (418) 691-2411, poste 3084			
Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca			